

Madame la présidente,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Chères et Chers collègues,

Le sucre est un problème de santé publique reconnu. Nous consommons toutes et tous des quantités de sucre importantes: en Suisse, nous en mangeons deux fois trop... et ce, souvent sans nous en rendre compte, car ils sont cachés. L'industrie agroalimentaire a ajouté du sucre dans une quantité astronomique d'aliments: le sucre est très addictif, il est utilisé comme conservateur et il est surtout un exhausteur de goût qui permet d'améliorer un aliment de piètre qualité. Sans parler du marketing agressif qui va avec les produits sucrés.

Le groupe socialiste partage l'inquiétude de la motionnaire et l'urgence d'agir. Toutefois, en période d'inflation, d'augmentation du coût de la vie, de hausses des primes maladie, à l'heure où les prix de l'énergie prennent l'ascenseur, alors que les portes-monnaies les moins garnis sont de plus en plus légers en fin de mois, le groupe socialiste estime que l'instauration d'une taxe cantonale n'est pas le bon outil.

Nous ne pouvons pas tout normaliser au travers de taxes. Qui paiera cette taxe? L'industrie agroalimentaire? Les consommateurs? Celles et ceux qui ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts? Celles et ceux qui ne peuvent regarder les étiquettes des produits car ils doivent déjà passer beaucoup trop de temps à regarder les prix pour économiser quelques francs par-ci par-là? Ou peut-être que cette taxe devrait peser sur les industries agroalimentaires... mais c'est un autre débat qui trouvera difficilement son épilogue au niveau cantonal.

L'Organisation mondiale de la santé propose par contre trois autres axes pour lutter contre le fléau du sucre:

- limiter le marketing pour les produits destinés aux enfants
- améliorer les informations sur les produits avec des étiquettes beaucoup plus claires... qu'il ne faut pas étudier avec une loupe et en ayant des connaissances de chimie...
- et améliorer l'offre alimentaire. Effectivement, au lieu de taxer, il serait peut-être plus judicieux, au vue du contexte que nous traversons, de proposer davantage de produits sains à des prix compétitifs.

Même si le groupe socialiste partage le constat de la motionnaire, il estime que nous ne débattons pas ici du bon outil et il refusera, dans sa majorité, la motion 1419.

Je vous remercie pour votre attention.